Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 01/03/2024 à 16h58
Réference de l'AR : 054-200043693-20240228-2024_003-DE
Affiché le 01/03/2024 ; Certifié exécutoire le 01/03/2024

Procès-verbal du Conseil communautaire du 15 FEVRIER 2024

Convoqué le 9 FEVRIER, Salle VIGNOT DE LA MAIRIE de LONGUYON, le Conseil Communautaire s'est réuni sous la présidence de Jean-Pierre JACQUE le 15 FEVRIER à 19h30.
La feuille de présence est vérifiée pour décompter exactement le nombre de conseillers titulaires ou suppléants présents ainsi que les procurations.

Titulaires présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*

ALLONDRELLE-LA-MALMAISON		
BASLIEUX	**MULDER**	DANIEL
BAZAILLES	**MOSCATO**	Pascal
BEUVEILLE		
BEUVEILLE		
BOISMONT		
CHARENCY-VEZIN		
COLMEY-FLABEUVILLE		
DONCOURT-LES-LONGUYON	**GEORGES**	DIDIER
EPIEZ-SUR-CHIERS	**WEISS**	James
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	**THOMAS**	Jean Luc
GRAND-FAILLY	**BIANCHI**	Ghislain
HAN-DEVANT-PIERREPONT	**THOMAS**	Jeremy
LONGUYON	**JACQUE**	JEAN PIERRE
LONGUYON	**PERCHERON**	Caroline
LONGUYON	**LAHURE**	ERIC
LONGUYON	**SAILLET**	JOSETTE
LONGUYON	**HOUSSON**	Ludovic
LONGUYON	**FOULON**	Nathalie
LONGUYON	**POLLRATZKY**	Marc
LONGUYON		
LONGUYON	**WOJCIK**	Jean Louis
LONGUYON		
LONGUYON	**TROMBINI**	Anne-Marie
LONGUYON	**BORASO**	Michèle
LONGUYON		
LONGUYON	**PAQUIN**	GUY
LONGUYON		
LONGUYON	**HIBLOT**	Philippe
MONTIGNY-SUR-CHIERS		
OTHE	**DELATTRE**	BERNADETTE
PETIT-FAILLY	**JIRKOVSKY**	EDDY
PIERREPONT	**MOINEAUX**	JAMES

PIERREPONT	**FAIETA**	MICHEL
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON		
SAINT-PANCRE	**SAUNIER**	René
SAINT-SUPPLET	**JENNESSON**	Remy
TELLANCOURT	**ROESER**	Daniel
VILLE-AU-MONTOIS		
VILLE-HOUDLEMONT	**VERON**	Laurent
VILLERS-LA-CHEVRE	**DYE PELLISSON**	Alain
VILLERS-LE-ROND	**GILLARDIN**	Eric
VILLETTE		
VIVIERS-SUR-CHIERS		

Suppléants présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)* :
Montigny sur Chiers : Raulet Stéphane
Viviers sur Chiers : Mazet Patrick

Les titulaires absents ayant donné procuration dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)* **:** P GRETHEN (Charency Vezin) à J WEISS (Epiez)- H BIZOT (Longuyon) à SAILLET J (Longuyon)- D PIEDFER (Longuyon) à PERCHERON C (Longuyon)- C LECOINTRE (Longuyon) à M Boraso (Longuyon)

Ci-dessous le tableau récapitulatif et la liste détaillée des présences :

Récapitulatif		
Rappel du nombre de sièges	**44**	
Quorum	**23**	
Nombre de titulaires présents	**29**	
Nombre de suppléants présents *(en lieu et place d'un titulaire)*	**2**	
Nombre de procurations	**4**	
Soit un total de votants potentiels de	**35**	

Le Président constate que le quorum est atteint.

Le Conseil débute à 19h30

1- <u>Election du secrétaire de séance</u>

Le secrétaire de séance est désigné au début de chacune des séances du Conseil Communautaire (Art L2121-15 CGCT)

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité,
Désigne, C PERCHERON, secrétaire de séance

2- Procès-verbal du conseil communautaire du 19/12/2023 ANNEXE 1 DEL 24-01-01

Vous trouverez en annexe le projet de procès-verbal (Annexe 1)
La rédaction définitive est ratifiée en séance le 15/02/2024

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
DECIDE de valider le procès-verbal de la séance du 19/12/2024

3- FPU- Communication des attributions compensation aux communes membres
Présentation JP JACQUE et J WEISS

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité. L'AC versée par les EPCI à FPU à leurs communes membres ou versée par les communes à leur EPCI à FPU s'élève à 12,5 milliards d'euros (Md€) par an. En moyenne, l'AC représente 14 % des recettes réelles de fonctionnement des communes bénéficiaires et 24 % des dépenses réelles de fonctionnement des ECPI à FPU.

Cadre juridique de l'attribution de compensation
Le mécanisme de l'attribution de compensation (AC) a été créé par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Il a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) et lors de chaque transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes membres. Ce mécanisme est prévu aux IV et au V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts (CGI).
Lorsqu'ils ont adopté le régime de la FPU, les EPCI se substituent aux communes pour la perception de :
- l'intégralité de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la totalité de la part de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) revenant au bloc communal
- la totalité des fractions d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) revenant au bloc communal;
- l'intégralité de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TATFPNB) ;
- des taux additionnels à la taxe d'habitation et aux taxes foncières.

Avec l'AC, l'EPCI a vocation à reverser à la commune le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par cette dernière, l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU, en tenant compte du montant des transferts de charges opérés entre l'EPCI et la commune, calculé par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Fixation intiale du montant des AC
La fixation initiale du montant de l'attribution de compensation (AC) est celle qui s'opère, au sens de l'article 1609 *nonies* C du CGI, lorsqu'un EPCI est amené à fixer pour la première fois le montant de l'AC de ses communes membres dans les cas suivants :
– création d'un EPCI *ex-nihilo* ;

– **transformation d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA) en un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) ;**
– fusion entre plusieurs EPCI dont l'un au moins est à FPU ;
– rattachement d'une commune à un EPCI à FPU.

La fixation de l'AC a pour but de garantir la stricte neutralité budgétaire du passage au régime de la FPU et des transferts de compétences, tant pour l'EPCI que pour chacune de ses communes membres et de permettre aux collectivités de préparer leurs budgets

Lors de la fixation initiale de l'AC, les montants à retenir pour chacun de ces produits sont ceux perçus par la commune l'année précédant celle de la fixation pour la première fois du montant de l'AC.

Dès lors, dans la mesure où les montants à prendre en compte dans le calcul du montant d'AC sont les produits de fiscalité perçus par la commune l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU, doivent être pris en compte dans ce calcul l'intégralité des produits fiscaux qui auraient dû être perçus en N-1 par la commune (au titre de N-1).
Les rôles supplémentaires, émis par l'administration fiscale au titre de l'année de perception de la fiscalité professionnelle qui a servi de référence au calcul de l'AC, doivent être réintégrés dans ce produit de fiscalité professionnelle de référence.
Il appartient aux communes bénéficiaires de ces rôles supplémentaires d'informer l'EPCI des montants perçus au titre de l'année de référence.

L'EPCI est tenu de procéder à la communication officielle des données provisoires du montant des AC pour le 15 février de chaque année à l'ensemble de ses communes membres. Il revient uniquement au préfet de contrôler l'effectivité de cette communication dans les délais et du bon versement de ces montants provisoires.

Les modalités de fixation des attributions de compensation sont définies au 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts. Le montant indiqué s'appuie sur l'état fiscal 1288 de 2023 de l'administration fiscale.

Vous trouverez ci dessous communication des montants des AC pour l'année 2024 pour les 27 communes membres de la CCT2L

Code INSEE	Libélé commune	CFE 2023	Compensation locaux industriels CFE	IFER 2023	TASCOM 2023	TAFNB	TVA compensation CVAE	Compensation part salaire	AC FISCALE OBLIGATOIRE	AC mensuelles	AC trimestrielles
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	7 380 €	4 572 €	18 400 €	0 €	539 €	2 093 €	0 €	**32 984 €**	2 749 €	8 246 €
54049	BASLIEUX	2 218 €	10 €	2 967 €	0 €	358 €	999 €	289 €	**6 841 €**	570 €	1 710 €
54056	BAZAILLES	6 727 €	0 €	0 €	0 €	581 €	619 €	1 259 €	**9 186 €**	766 €	2 297 €
54067	BEUVEILLE	4 783 €	842 €	5 214 €	0 €	621 €	1 023 €	5 605 €	**18 088 €**	1 507 €	4 522 €
54081	BOISMONT	7 312 €	1 004 €	0 €	0 €	82 €	2 990 €	930 €	**12 318 €**	1 027 €	3 080 €
54118	CHARENCY-VEZIN	4 452 €	264 €	1 974 €	0 €	434 €	1 031 €	840 €	**8 995 €**	750 €	2 249 €
54134	COLMEY	517 €	0 €	892 €	0 €	310 €	1 €	22 €	**1 742 €**	145 €	436 €
54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	5 397 €	4 183 €	20 678 €	0 €	191 €	4 689 €	0 €	**35 138 €**	2 928 €	8 785 €
54178	EPIEZ-SUR-CHIERS	328 €	0 €	0 €	0 €	96 €	2 119 €	363 €	**2 906 €**	242 €	727 €
54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE	3 414 €	913 €	7 422 €	0 €	205 €	1 517 €	142 €	**13 613 €**	1 134 €	3 403 €
54236	GRAND-FAILLY	801 €	0 €	3 826 €	0 €	159 €	0 €	1 157 €	**5 943 €**	495 €	1 486 €
54602	HAN-DEVANT-PIERREPONT	169 €	0 €	0 €	0 €	171 €	1 €	7 €	**348 €**	29 €	87 €
54322	LONGUYON	141 881 €	10 705 €	51 501 €	74 318 €	3 218 €	88 276 €	180 674 €	**550 573 €**	45 881 €	137 643 €
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	11 428 €	6 033 €	74 €	0 €	1 122 €	730 €	10 217 €	**29 604 €**	2 467 €	7 401 €
54412	OTHE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0 €	0 €
54420	PETIT-FAILLY	349 €	0 €	1 051 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**1 400 €**	117 €	350 €
54428	PIERREPONT	6 599 €	2 285 €	12 178 €	0 €	650 €	4 510 €	38 074 €	**64 296 €**	5 358 €	16 074 €
54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	4 566 €	0 €	0 €	0 €	257 €	1 058 €	1 094 €	**6 975 €**	581 €	1 744 €
54485	SAINT-PANCRE	2 902 €	2 275 €	13 985 €	0 €	132 €	2 815 €	311 €	**22 420 €**	1 868 €	5 605 €
54489	SAINT-SUPPLET	481 €	0 €	0 €	0 €	27 €	104 €	1 111 €	**1 723 €**	144 €	431 €
54514	TELLANCOURT	6 013 €	2 320 €	14 987 €	0 €	106 €	4 170 €	3 858 €	**31 454 €**	2 621 €	7 864 €
54568	VILLE-AU-MONTOIS	1 418 €	0 €	0 €	0 €	94 €	893 €	727 €	**3 132 €**	261 €	783 €
54572	VILLE-HOUDLEMONT	9 100 €	113 €	7 338 €	0 €	357 €	6 958 €	0 €	**23 866 €**	1 989 €	5 967 €
54574	VILLERS-LA-CHEVRE	8 445 €	2 937 €	11 574 €	0 €	101 €	3 688 €	6 811 €	**33 556 €**	2 796 €	8 389 €
54576	VILLERS-LE-ROND	3 €	3 €	5 644 €	0 €	55 €	328 €	0 €	**6 033 €**	503 €	1 508 €
54582	VILLETTE	611 €	106 €	892 €	0 €	346 €	0 €	322 €	**2 277 €**	190 €	569 €
54590	VIVIERS-SUR-CHIERS	17 815 €	13 602 €	37 610 €	0 €	808 €	8 402 €	507 €	**78 744 €**	6 562 €	19 686 €
	Total	**255 109 €**	**52 167 €**	**218 207 €**	**74 318 €**	**11 020 €**	**139 014 €**	**254 320 €**	**1 004 155 €**	83 680 €	251 039 €

Le conseil communautaire prend acte de cette communication des montants des Attributions Compensations provisoires pour l'année 2024,la communication ayant été réalisée le 09 février par l'envoi de la convocation au Conseil Communautaire et le 12/02/2024 par courriel individuel mentionnant les AC propres à chaque commune membre.

DIVERS :

Diverses questions sont posées concernant la composition de la CIID et de la CLECT et notamment l'obligation de procéder à une nomination par délibération pour la CLECT et non pour la CIID.

Il est fait mention d'un reversement trimestriel des AC

La séance est levée à 19h49

Le secrétaire de séance

Le Président

JP JACQUE

Le Président